



Hier et aujourd'hui, la nation entière a été frappée par la fureur du fanatisme, de l'obscurantisme, par ce qui peut avoir de plus cruel, de plus noir et de plus ignoble dans l'Homme.

Le **Syndicat de défense des policiers municipaux**, l'ensemble des ses cadres et membres, partagent la peine des familles, collègues et amis des de la Policière Municipale et des Policiers Nationaux exécutés lâchement, tombés pour la nation. Le syndicat présente ses condoléances aux familles et amis des journalistes, tombés pour la liberté, tombés parce qu'ils avaient osé dire ce qu'ils pensaient.

Nous savons désormais, et qui peut le nier, que le mal nous a déclaré la guerre.

Mais, la France est un pays de Liberté, et doit le rester.

Parce qu'il n'y a pas de liberté dans la terreur, parce qu'il n'y a pas de liberté sans sécurité, le SDPM appelle le Gouvernement et l'ensemble des décideurs, maires compris, à prendre l'ensemble des mesures nécessaires et les plus efficaces qu'ils soient afin de rétablir un climat de paix et de sérénité.

Nous nous mettons à disposition du Gouvernement pour étudier la participation des forces de police municipale au rétablissement de la sécurité.

Les mesures qui doivent être prises doivent donner tous les moyens aux forces de police, pour se protéger et ainsi protéger leurs concitoyens.

Il n'est plus temps de tergiverser sur l'armement systématique de la Police Municipale, première force de sécurité sur la voie publique, le temps du dogmatisme est désormais révolu. Il laisse place à la réalité.

Nous demandons donc au Ministre de prendre des mesures d'urgence pour protéger les Policiers Municipaux et à défaut enjoindre aux Maires de retirer de la voie publique les Policiers Municipaux non armés. Le SDPM appelle tous les Policiers Municipaux, non armés, à se retirer de la voie publique.

Le SDPM sera à cet effet, reçu par le Ministère le 09 janvier 2015.

Les forces de police et d'armées doivent traquer, en tous lieux, les auteurs de ces crimes abominables ; ils doivent être punis avec une sévérité qui n'aura d'égal que la cruauté qui nous a frappés.

Paris, le 08 janvier 2015.
Le Bureau National.